

Focus sur le processus de révision du Système harmonisé

Prenez part à ce cycle de révision en adressant vos propositions

LE SECRÉTARIAT DE L'OMD finalise à l'heure actuelle ses travaux visant à assurer la mise en œuvre de la version de 2012 de la Nomenclature du Système harmonisé (SH), travaux qui portent essentiellement sur la mise à jour des publications et des outils relatifs au SH que sont les Notes explicatives, l'Index alphabétique et le Recueil des Avis de classement.

Il est temps désormais pour le Secrétariat de se consacrer expressément à la prochaine révision de la Nomenclature du SH, à savoir le 5^{ème} Cycle de révision du SH qui aboutira au SH 2017. A cet égard, l'OMD souhaite encourager les utilisateurs du SH, tant du secteur public que du secteur privé, à prendre part à ce cycle de révision en adressant des propositions concrètes à leur administration des douanes nationale ou à leur équivalent.

Pour un SH dynamique

Une nomenclature qui demeure inchangée – et ne tient pas compte de l'évolution de la technologie et des changements dans les habitudes des consommateurs - risque d'engendrer des difficultés, voire des différends concernant le classement des produits.

A titre d'exemple, lors du 4^{ème} Cycle de révision du SH qui a conduit au SH 2012, une nouvelle position a été créée dans la Nomenclature du SH afin d'y classer les produits d'hygiène absorbants tels que les couches pour bébés, les produits pour incontinents adultes, les produits d'hygiène féminine et les articles similaires. Dans le SH 2007, ces produits sont classés suivant leur matière constitutive; ainsi, ils peuvent relever selon le cas des numéros 48.18, 56.01, 61.11 ou 62.09 du SH. Or, la technologie relative à ces produits a changé au cours des 40 dernières années pour passer de simples articles tricotés ou tissés à

des produits à base de pâte à papier cellulosique et de polymères super absorbants (SAP) combinés à des films en matière plastique et à des nontissés en textile. La technologie des produits absorbants continue d'évoluer rapidement et elle combine des matériaux classés dans des chapitres et des positions différents du SH pour obtenir des produits composites, ce qui ne manquera pas à l'avenir d'engendrer des difficultés pour ce qui est de leur classement tarifaire. A compter du 1^{er} janvier 2012, les produits d'hygiène absorbants, en toutes matières, relèveront du n° 96.19 du SH 2012.

Le 5^{ème} Cycle de révision

Les travaux du 5^{ème} Cycle de révision du SH ont débuté en novembre 2009 et visent à s'assurer que la Nomenclature du SH prenne en compte les besoins des opérateurs du commerce à l'aube de la nouvelle décennie. Cette révision devrait s'achever en juin 2014 et la version révisée du SH entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017, un an avant le 30^{ème} anniversaire du SH. L'OMD gère l'ensemble du processus de révision par l'intermédiaire du Comité du Système harmonisé (CSH) - représentant les Parties contractantes à la Convention sur le SH - et plus particulièrement de son Sous-Comité de révision (SCR). Chaque cycle de révision dure généralement cinq ans.

Comme ce fut le cas pour les précédents cycles, le 5^{ème} Cycle de révision a débuté par l'examen des questions demeurées en suspens à l'issue du dernier cycle. L'amendement éventuel des textes légaux en vue de préciser la portée du n°95.06 en ce qui concerne les vêtements de sport en matières textiles, des Chapitres 61 ou 62, comportant des éléments de protection tels que des rembourrages au niveau du coude, du genou ou de l'aîne, est l'une de ces ques-

tions. De nouvelles questions sont également examinées, comme par exemple la définition de la portée du terme "enfant" aux fins du n°1901.10 et le remaniement éventuel des dispositions du SH relatives aux moniteurs.

Les parties intéressées impliquées dans le commerce international doivent adresser leurs propositions d'amendement à leur administration des

douanes nationale ou à toute autre organisation intergouvernementale pertinente. Ces organes peuvent ensuite demander au Secrétariat de l'OMD d'inscrire ces propositions à l'ordre du jour du CSH. En général, le secteur privé introduit auprès de la douane ou du ministère du commerce ses demandes d'amendement du SH. Dans certains pays, ces demandes sont publiées en vue de solliciter les vues et les commentaires du public. Ces demandes sont ensuite étudiées par l'ensemble des organismes intéressés par la question, comme par exemple la douane, les services chargés des finances, du commerce, de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, etc.

Les limites de la simplification

Comme lors des précédents cycles de révision, le Secrétariat de l'OMD procédera à une révision du SH compte tenu des statistiques du commerce et s'efforcera de simplifier le SH en supprimant les positions et les sous-positions couvrant des marchandises qui font l'objet de faibles volumes d'échange.



Toutefois, la crise financière mondiale a provoqué une baisse des volumes d'échanges internationaux (importations et exportations). Dans la mesure où cette diminution des échanges se reflètera dans les statistiques du commerce mondial, le Secrétariat a invité le CSH à déterminer s'il fallait continuer d'appliquer les mêmes règles aux fins de la suppression ou de la création de nouvelles positions et sous-positions, à savoir des volumes d'échanges minimaux de 100 millions et de 50 millions de dollars US respectivement. Avant d'arrêter ses conclusions à ce sujet, le CSH surveillera donc attentivement l'évolution de l'économie mondiale d'une manière générale et du commerce international en particulier.

Il a été préconisé de simplifier le SH de manière significative du fait de la tendance à la baisse des taux de droits de douane, mais il faut également tenir compte de l'intérêt croissant que revêt le SH pour de nombreuses autres organisations, en particulier celles concernées par les domaines ayant trait à l'environnement, à la sécurité alimentaire, à la santé et la sécurité publiques. Dans le passé, le Comité du SH et le Sous-Comité de révision ont presque toujours accepté des exceptions en ce qui concerne les seuils applicables :

- aux produits ayant une importance d'ordre social ou environnemental,
- aux produits importants pour les pays en développement et leurs économies,
- aux positions ou sous-positions résiduelles dont la suppression aurait un effet négatif sur la structure du SH ou donnerait lieu à des problèmes de classement,
- aux sous-positions dont le maintien a été demandé par une Partie contractante et entériné par le SCR.

Amendements éventuels

Une mise à jour du secteur de la haute technologie sera nécessaire compte tenu des progrès rapides qui caractérisent ce secteur. Bien que certains problèmes de classement rencontrés dans ce secteur aient été résolus lors du 3^{ème} Cycle de révision (SH 2007), le classement des produits fabriqués par les industries de l'informatique, de l'électronique grand public et de la communication continue de créer des situations difficiles et complexes du fait de la convergence de ces industries et du développement de nouveaux produits capables de remplir plusieurs fonctions, comme par exemple :

- un lecteur multimédia portable, capable de lire, afficher et enregistrer des vidéos, du son et de la voix, des images, des photographies, du texte ;
- les "Smart phones" ou téléphones "intelligents", dotés de fonctions telles que l'enregistrement ou la reproduction de vidéos, la réception d'émissions de télévision, la lecture de jeux vidéos, la connexion à l'Internet sans fil, la transmission et la réception de messages électroniques, etc.

D'autres secteurs du SH, tels que les produits pharmaceutiques, les produits chimiques et les textiles, pourraient également se prêter à une clarification et contribuer ainsi à une plus grande simplification des tarifs douaniers nationaux et donc du commerce international. Simplifier le Système harmonisé consiste également à le rendre plus convivial et plus facile à appliquer.

Les administrations des douanes connaissent les secteurs où elles rencontrent fréquemment des problèmes de classement et elles sont donc invitées à communiquer des propositions visant à simplifier et à préciser les dispositions qui régissent le classement dans ces secteurs. En outre, le Secrétariat de l'OMD peut également informer le SCR des secteurs pour lesquels il reçoit fréquemment des demandes d'avis en matière de classement.

Un autre facteur à prendre en considération est le fait que, très souvent, les nouveaux produits ne peuvent pas être identifiés dans la nomenclature. Par exemple, un véhicule automobile à moteur hybride est classé dans la catégorie des véhicules à moteur alternatif à allumage par étincelles ou dans celle des véhicules à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel), selon le cas. Le SH ne reconnaît pas la notion de "voitures vertes".

Les propositions d'amendement sont les bienvenues

La tenue à jour du SH constitue une priorité pour l'OMD et l'Organisation encourage ses Membres à suivre de près le cycle de révision actuellement en cours et à faire part de leurs suggestions, ainsi que de celles qui leur sont adressées par le secteur privé, au Sous-Comité de révision du SH. En fin de compte, les Parties contractantes à la Convention sur le SH seront tenues, conformément à l'Article 16 de la Convention, d'introduire les futurs amendements du SH dans leurs tarifs nationaux dans un délai déterminé.

Une fiche d'information expliquant le processus de révision du SH est publiée dans la section Nomenclature du site Internet public de l'OMD.

En savoir +
hs@wcoomd.org